

TEUR, que nous ne pouvons remplir notre devoir envers les autorités impériales, ni elles envers nous, à moins que nous ne soyons unis en une confédération, au lieu de rester épars comme nous le sommes aujourd'hui. Quelle serait notre position si nous étions unis ainsi ? Les adversaires de la confédération disent que nous n'aurions qu'une frontière plus étendue, sans avoir plus de bras pour la défendre ; que la frontière que nous aurions ainsi serait plus difficile à défendre avec le surcroît d'hommes qu'elle nous procurerait, que notre frontière actuelle ne le serait avec les forces dont nous disposons ; que le Canada pourrait être appelé à envoyer des troupes dans les provinces d'en-bas, en laissant notre propre frontière exposée, ou qu'elles auraient à envoyer leur milice ici, laissant leur territoire ouvert à l'attaque de l'ennemi. Mais en réponse à ces raisonnements, je dirai qu'il n'est pas probable que nous soyons attaqués sur tous les points à la fois. Nous pourrions être forcés de nous retirer tout à fait d'une partie du territoire afin de défendre des points plus importants, ou d'occuper des positions d'une défense plus facile ; mais personne ne peut hésiter à convenir qu'il vaut infiniment mieux, pour tous les besoins de la défense, que toute la force de milice du pays soit placée sous le contrôle d'un seul chef exécutif, qui pourrait la tenir ainsi sous sa main, plutôt que de la disperser sur un vaste territoire exposé, sous le commandement de différents chefs, avec lesquels il faudrait s'entendre avant que de pouvoir concentrer les troupes. (Écoutez ! écoutez !) La véritable position que nous devons occuper devant le monde est que toute la milice soit placée sous le contrôle d'un gouvernement central, car, de cette manière, le bon sens veut et dit qu'elle serait bien plus utile pour la défense qu'elle ne pourrait l'être en étant divisée ; et l'effet moral produit sur une puissance étrangère qui méditerait une attaque serait beaucoup plus grand, s'il était bien compris que nous sommes un peuple uni, au lieu d'être divisé. Notre population s'élèverait à quatre millions, ce qui, en comptant dans la proportion ordinaire, nous donnerait une milice de 500,000 hommes. Si nous croyons que notre population est réellement et véritablement loyale, fortement attachée à la constitution de la mère-patrie, parce qu'elle croit que l'implantation des institutions de ce pays sur le sol de ce continent offre la meilleure et la plus ample sécurité pour tout homme qui

veut jouir des bienfaits d'un pays et d'institutions libres, alors nous aurions étant unis, non seulement ce sentiment d'attachement au trône de l'Angleterre, mais nous aurions entre nos mains le mécanisme que fournit cette grande constitution, au moyen duquel nous pourrions faire fonctionner et défendre nos libertés, et notre peuple jouirait d'un véritable gouvernement constitutionnel libre. (Écoutez ! écoutez !) Nos adversaires disent que nous ne sommes pas mûrs, que nous n'avons pas l'âge requis pour fonder une nouvelle nationalité. Mais, M. l'ORATEUR, il n'y a aucune des puissances secondaires de l'Europe, excepté la Belgique et la Bavière, qui aient une population de quatre millions. Si nous ne pouvons former une nation avec quatre millions d'âmes, que dirons-nous de la Grèce avec sa population d'un million ? Si nous devons jamais former une nation, — et peu d'hommes nieront que notre destinée soit de nous unir à une époque quelconque, — quelle meilleure occasion pouvons-nous attendre pour transmettre à la postérité le bienfait d'une nationalité libre et unie — le plus grand bienfait qu'un gouvernement et un peuple puissent léguer — que l'occasion que l'état actuel des affaires nous présente ? Elle nous est offerte librement et ouvertement à la face du monde, et nous espérons convaincre le monde que, des trois systèmes de gouvernement maintenant en existence sur ce continent, le nôtre est le meilleur. Nous avons le trône despotique des MONTEZUMAS rempli par un prince étranger et soutenu par des bayonnettes étrangères ; nous avons le gouvernement républicain des États-Unis, basé sur le principe que tous les hommes sont libres et égaux, et que la volonté de la majorité doit gouverner et avoir raison ; et nous avons le gouvernement responsable fourni par la constitution britannique, sous laquelle la nation anglaise a si longtemps existé, et sous la protection de laquelle ses colonies ont pris tant d'expansion que le soleil ne s'y couche jamais. (Écoutez ! écoutez !) Nous croyons que cette dernière forme de gouvernement est la meilleure que nous puissions adopter pour les besoins actuels, et transmettre à nos descendants sur ce continent. M. l'ORATEUR, si nous avons des institutions, une population, des richesses et un territoire d'une pareille étendue et d'une aussi grande valeur à protéger, et que l'occasion nous soit librement offerte de nous unir pour leur protection, je dis que le but que l'on veut atteindre par ce changement